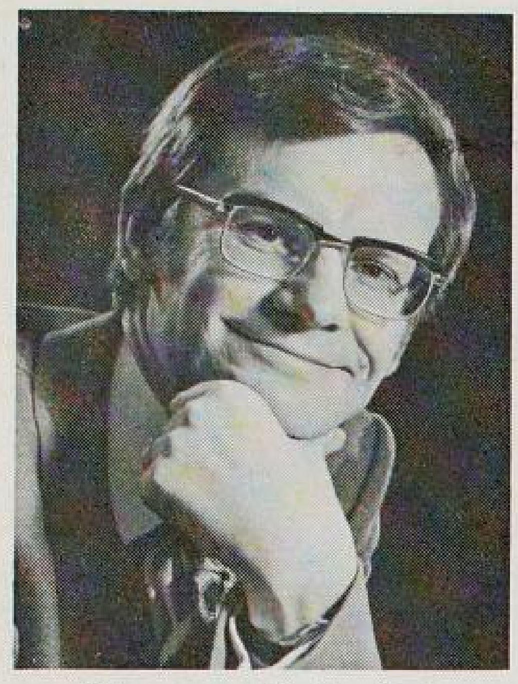


35 ans, marié, 3 enfants
Employé S.N.C.F. à Annemasse
Syndicaliste
Militant d'une Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés

Elections législatives du 4 mars 1973

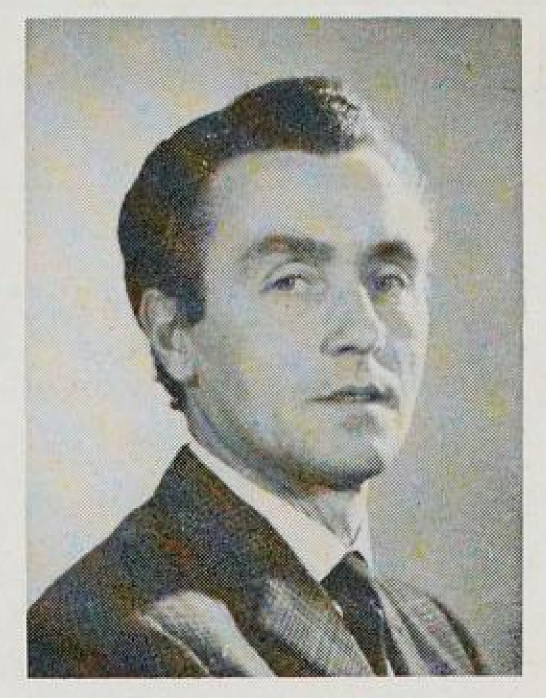
3e Circonscription de la Haute-Savoie

Le Parti Socialiste Unifié présente :

CANDIDAT
Bernard LABOURÉ

SUPPLEANT
Bernard DÉMOLIS





41 ans, marié, 4 enfants
Instituteur à Saint-Gervais
Syndicaliste
Conseiller Municipal à St-Gervais

POUR EN FINIR AVEC LA SOCIÉTÉ ACTUELLE...

Mars 1973 est l'occasion d'une clarification politique : une chance se présente d'en finir avec le régime gaulliste et d'amorcer le changement vers le socialisme en France.

Pompidou s'est montré le fidèle gardien du capitalisme : la hausse des prix, qui touche particulièrement les personnes âgées et les bas salaires, la dégradation du revenu des agriculteurs, le chômage, les scandales et les méthodes policières du régime, la misère des équipements publics (logements, transports en commun, santé, écoles...), le silence écœurant du gouvernement français quand Nixon bombardait Hanoï, en sont autant de signes.

A la duperie de la « nouvelle société », les travailleurs ont opposé la volonté de protéger leurs revenus et de changer les racines mêmes du pouvoir politique et économique.

Les luttes populaires du Joint Français à St-Brieuc, des ouvriers de la Cachat à Evian, ont manifesté la volonté des travailleurs de contrôler toutes les conditions de leur travail et d'en finir avec ce régime arbitraire où les pouvoirs de décision sont aux mains d'un petit groupe d'industriels, de banquiers et d'administrateurs. La crise du capitalisme rend le socialisme plus actuel que jamais.

LE P.S.U. PROPOSE : LE SOCIALISME ET L'AUTOGESTION

Les Français veulent des transformations profondes et non un simple changement d'équipe gouvernementale ; le Parti Socialiste Unifié leur propose le projet du socialisme autogestionnaire :

- C'est la possibilité pour chaque homme et chaque femme d'imposer les décisions qui les concernent, là où ils habitent, là où ils vivent ;
- C'est la « planification démocratique » qui assure la suppression des inégalités sociales et régionales et, par là-même, fait primer la volonté collective sur les égoïsmes ;
- C'est le refus du système hiérarchique, en particulier par la réduction de l'échelle des revenus et des salaires ;
- C'est le socialisme de la liberté, soucieux d'établir et d'élargir les libertés fondamentales.

L'autogestion n'est pas une utopie ; elle se prépare dès aujourd'hui dans la lutte quotidienne. C'est ce que signifie le titre de notre manifeste : « *Contrôler aujourd'hui pour décider demain* ». En contrôlant la vie de l'entreprise, du quartier, du pays, en imposant les décisions prises collectivement, les travailleurs préparent l'avènement d'une société socialiste où, demain, ce sont eux qui décideront.

Notre projet exige aussi la suppression du pillage économique des pays pauvres par les pays riches, la solidarité avec tous les peuples exploités par les impérialismes internationaux. En s'enfermant dans l'Hexagone, le socialisme se condamnerait lui-même.

VOTER PSU

- C'est contribuer avec toutes les forces populaires, à écarter du pouvoir les hommes du patronat, qu'ils se disent encore gaullistes ou qu'ils se camouflent sous le nom de « réformateurs ».
- C'est choisir, parmi les forces politiques du mouvement ouvrier, celle qui défend le projet du socialisme et de l'autogestion.
- C'est affirmer votre volonté de participer au combat qui se mène quotidiennement, partout, pour :

LE SOCIALISME ET L'AUTOGESTION, LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

Vous êtes l'un des 150.000 habitants de la Vallée de l'Arve jamais consultés sur l'avenir de votre région, pour la simple raison que le régime actuel agit pour le profit de quelques-uns et non pour résoudre vos problèmes.

QUI TIRE PROFIT DE NOTRE TRAVAIL, DE NOTRE REGION ?

- *A Annemasse, des loyers sans les charges de : 800 fr. par mois 1 F3 ; 450 fr. par mois pour un studio.*
- *A Saint-Gervais, le studio de 33 m² se vend aux environs de 93.000 fr.*
- *Le Massif du Mont-Blanc est accaparé par le groupe Rotschild.*

LA SPECULATION IMMOBILIERE ET FONCIERE se développe sans frein à Annemasse comme à Flaine. C'est toujours la même clique (dirigeants de grandes sociétés capitalistes, promoteurs, notaires, agents d'affaires...) qui continue à se partager le gâteau. En achetant pour revendre, ils réalisent des profits scandaleux sur les prix des terrains et des logements. Si tout cela est légal, de quelle loi s'agit-il, si ce n'est celle du capital ?

- *Avant le développement d'une station : prix du terrain au m² : 4 fr. 50. Revente du terrain loti : 30 fr le m².*
- *D'après les premiers contrats signés, le prix du litre de lait à la production pour 1973 serait inférieur à 0,70 fr. en moyenne, soit plus bas qu'en 1958 en valeur réelle.*
- *20 % des agriculteurs exploitants ont quitté leur terre entre 1962 et 1968.*

NOTRE AGRICULTURE SUBIT UNE EXPLOITATION ANALOGUE. Les marchands de vacances et de neige achètent à vil prix la terre des agriculteurs. Les affineurs et les industriels du fromage et des produits alimentaires imposent une baisse du prix du lait. La course à la production rend le travail des paysans plus long et plus pénible. L'exode rural continue. Aucune solution n'est apportée au problème du maintien de la vie et de l'occupation de la montagne. Tout contribue à dégrader la nature.

- *A Chedde, à la SOFREM (Péchiney) disparition progressive de certains services et licenciements.*
- *A Machilly, Lenzbourg a fermé ses portes en licenciant 40 travailleurs.*
- *A Bons-en-Chablais, Joly-Pottuz à licencié une partie de son personnel.*
- *Combien de salaires inférieurs au S.M.I.C. (850 fr. par mois ?)*

PEU D'EMPLOIS, pour les jeunes et quelles conditions de travail ! La plupart des entreprises ont leurs directions à Paris ou à l'étranger. 20.000 frontaliers vont travailler à Genève tous les jours. Ceci se traduit pour certains par 13 à 14 heures d'absence de la maison pour 8 à 9 heures de travail.

Les travailleurs immigrés, réservoir de main-d'œuvre docile parce que sans droits contribuent à l'enrichissement du pays. Mais leurs conditions de vie et la menace permanente d'expulsion, font que pour eux, vivre c'est d'abord subsister.

LE CAPITALISME EST PARTOUT. Il contrôle aussi une part importante du commerce, s'approprie les services de santé que brade le gouvernement et laisse croire au leurre de la promotion individuelle au travers d'un système scolaire fait pour la bourgeoisie et qui n'offre que peu de débouchés aux enfants des travailleurs. (Combien sont obligés de quitter la région pour trouver du travail ou seront O.S., faute d'une formation adaptée à leurs besoins ?).

LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS EN HAUTE-SAVOIE

Contre cette exploitation se sont révoltés les ouvriers de la Cachat et de Zig-Zag à Thonon, de la C.P.O.A.C. à Bonneville, les producteurs de lait par leurs manifestations chez Entremont et au Conseil Général, les travailleurs immigrés de la SRTP à Annecy et des Foyers de Cluses et de Thonon.

Ces luttes traduisent la volonté collective de transformer la société. Dans notre région, les choix économiques ne seront plus imposés de Paris, de Lyon ou de l'étranger. Le pouvoir appartiendra aux travailleurs des usines, de la terre, des bureaux, de l'école qui prendront en main toute leur vie, partout où ils se trouvent.

Dans cette marche vers le socialisme autogestionnaire, le député ne doit pas être un homme seul, un notable qui fait avoir des passe-droit mais le porte-parole et le soutien des ouvriers, des paysans et de tous les exploités.

Ma candidature, comme celle de tous les candidats PSU, n'a pas d'autre but. La soutenir et l'approuver, c'est vouloir imposer la loi des travailleurs et contribuer à la réalisation du Socialisme Autogestionnaire en France. C'est le sens du combat que mène le PSU.

Sopizet-Thonon